Donc pour se dévouer à la chose publique comme il le fit, et comme il fallait le faire alors, M. Bédard dut négliger sa profession ; le pays exigeait de ses hommes publics un dévouement tout apostolique, avec le courage des martyrs. Notre jeune patriote accepta tous les sacrifices : il fut apôtre et martyr de la sainte cause du peuple.

Au comté de Northumberland comprenant les comtés actuels de Charlevoix, Chicoutimi et Saguenay, avec Montmorency, à l'exception de l'Isle d'Orléans, formant alors un comté séparé du comté de Northumberland, disons-nous, appartient l'honneur d'avoir député M. Bédard au premier parlement, qui s'ouvrit le 17 décembre 1792. Dès le commencement de cette session, le parti oligarchique se démasqua, et fit comprendre à ceux de notre race qu'elle aurait à combattre non seulement pour ses libertés politiques, mais en outre pour ses institutions nationales. Dès lors, on put voir clairement que la faction, qui pressurait le pays depuis trente ans, entendait, avec l'appui de la métropole sur lequel elle comptait, faire du Bas-Canada une nouvelle Irlande, et de ses anciens habitants une race vouée à l'infériorité et à l'exploitation. Dans cette vue et comme le premier pas vers le but désiré, M. Richardson, le chef du parti oligarchique à Montréal, comme le juge en chef Sewell le fut à Québec, osa proposer de décréter la proscription de la langue française dans les délibérations parlementaires et dans les lois, on l'anglais seul devait être "considéré le texte légal." Tous les membres Canadiens, à l'exception de deux, dépendant du parti oligarchique, votèrent contre cette odieuse proposition, de même que tous ceux portant des noms anglais votèrent en sa faveur. Cela prouve que, de part et d'autre, on savait à quoi s'en tenir sur la portée et l'esprit de la proposition. Cette hostilité nationale a été au fond et comme l'âme des résistances opposées à toutes nos mesures de réforme. Des Anglais qui, en Angleterre, eussent suivi le parti ultra-libéral peut-être, ont, dans le Bas-Canada, appuyé jusqu'à la fin le parti oligarchique et anti-canadien.

Nous devons laisser à l'histoire les détails de la longue lutte qui s'engagea dès 1792, entre les défenseurs et les ennemis des droits populaires, et dans la première période de laquelle M. Bédard occupa toujours un des premiers rôles. Profond penseur, grand logicien, esprit lucide, intelligence vigoureuse, mais rassise, il avait besoin pour s'animer du froissement de la discussion, et c'était surtout dans la réplique que ses moyens oratoires se manifestaient. Un de ses collègues et amis nous disait, un jour, qu'il se plaisait à lui servir d'avant-garde en chambre, ouvrant des discussions où M. Bédard se réservait la réplique aux adversaires. Souvent, disait-il, ils croyaient n'avoir affaire qu'à moi, et lorsqu'ils s'asseyaient triomphant, Bédard se levait et les foudroyait avant qu'ils n'eussent eu le temps de se reconnaître.

Mais ce n'était encore là que de la petite guerre. Nos pères, novices dans la vie parlementaire, ne marchèrent d'abord qu'en hésitant, ne se permettant, pour bien dire, que des escarmouches. Pendant ce temps-là, les anciens abus continuaient et de nouveaux s'introduisaient. A toute mesure de réforme et de progrès, le conseil législatif, composé pres-

qu'en entier de hauts fonctionnaires, opposait son éternel veto ou était prêt à le faire impunément. C'est que la chambre représentative n'avait pas encore obtenu le contrôle des revenus publics. La gent bureaucratique avait à sa disposition les revenus de l'acte impérial de la 14e. Geo. III, et de deux actes provinciaux passés subseqüemment sans condition, dans un moment d'imprévoyante confiance. Mais un bon jour il arriva, comme cela devait arriver, que ces revenus ne suffirent plus et que le déficit dut être couvert sur la caisse impériale. M. Bédard, très versé dans la connaissance de la constitution anglaise et de son mécanisme, et sachant que le vote annuel des subsides fit la force de la chambre des communes, profita de l'occasion pour proposer le paiement de toutes les dépenses publiques par la chambre d'assemblée. La notice nécrologique citée plus haut dit, à cette occasion : " Si la province, en se chargeant de ses propres dépenses, acquit aux Canadiens ou à la chambre d'assemblée, quelque poids ou quelque influence dans les affaires du pays, c'est à M. Bédard qu'en le doit ; le paiement de la liste civile fut son ouvrage."

L'oligarchie vit toute la portée du coup qu'on voulait frapper, et cette proposition de payer toutes nos dépenses publiques, qui nous paraît aujourd'hui si simple, et qui est en-elle même une proposition si loyale, souleva dans le pays une tempête, qui ne se calma jamais complètement, la dispute ayant duré, sous une forme ou sous une autre, jusqu'à l'abolition de l'ancienne constitution. Ce n'était rien moins qu'une trahison cachée, une mesure attentatoire aux droits et privilèges de la couronne, un acheminement à la révolte ouverte. La presse, alors presque entièrement dévouée au parti oligarchique, se déclina avec une violence effrénée contre le parti populaire, qui sentit la nécessité d'avoir aussi une presse à son service, et l'ancien *Canadien* fut fondé. Son épigraphe, *Fiat justitia, ruat cælum*, dénote, à elle seule, une époque orageuse. Ce doyen de la presse canadienne libérale eut M. Bédard pour principal collaborateur, et il fut ce qu'il devait être dans les circonstances, dévoué, énergique, vif et chaleureux ; mais en le lisant avec nos idées d'aujourd'hui, on ne saurait y trouver une raison, pas même un prétexte qui puisse expliquer les mesures rigoureuses dont son imprimerie, son imprimeur et ses écrivains furent l'objet : dans le mois de mars 1810, le matériel du *Canadien* fut saisi par une escouade de soldats et transporté dans les voûtes du greffe, et son personnel, y compris M. Bédard, fut traîné en prison sous l'accusation de menées traîtresses (*treasonable practices*).

Tous les anciens vous diront que le pays, Québec surtout, furent soumis alors à un vrai régime de terreur ; mais le grand patriote de 1810 ne mollit pas un instant, et du fond de son cachot il brava jusqu'à la fin les ennemis de son pays. Tous ses compagnons de captivité profitèrent de la réaction, produite par la honte sans-doute, qui se fit bientôt chez leurs persécuteurs, pour obtenir leur liberté ; mais M. Bédard repoussa tout compromis. "Après trois mois de prison, dit la notice déjà citée, on lui offrit d'en sortir, pourvu qu'il consentit à devoir l'oubli de ses torts à la clémence de l'administration. Il refusa. En 1811, l'administration reçut ordre de lui rendre la liberté. Il avait été treize mois en prison,